

ST 27 : Le « nouveau » Front national en question

Reungoat Emmanuelle

Université Paris 1 Sorbonne – Panthéon, CRPS/CESSP

Emmanuelle.Reungoat@malix.univ-paris1.fr

Le FN et l'Union européenne : La radicalisation comme continuité ?

- Version provisoire -

Dans la littérature francophone, la sociologie politique appliquée aux partis ne s'est développée que récemment en prenant pour objet la gestion partisane de l'intégration européenne. Si certains travaux pionniers ont pu défricher le terrain,¹ les formations françaises sont rarement étudiées et de nombreux aspects des usages de l'espace et de l'enjeu européen opérés par les acteurs partisans, ainsi que de leurs répercussion dans les arènes inter- et intra-partisanes restent encore largement méconnus. Cela s'explique sans doute du fait que les travaux anglophones, plus précocement développés et dominants sur cette question, ont souvent pris le parti d'approches comparatives situées à de larges échelles, en s'enfermant fréquemment dans des polémiques définitionnelles et classificatoires de l'eurosepticisme,² ou en se focalisant plutôt sur l'effet de l'intégration européenne sur les clivages politiques.³ En outre, les « European studies » se sont d'abord développées en vase clos, non sans induire dès lors un certain coût d'entrée. Depuis plusieurs années, des travaux se développent cependant pour réintégrer l'analyse de l'intégration européenne et de ses effets aux problématiques plus générales de la science politique, notamment à partir des outils de la sociologie⁴ politique et de l'histoire notamment.

¹ On peut citer notamment les travaux de L. Neumayer, d'A. Roger ou de C. Bouillaud, cf. L. Neumayer, *L'enjeu européen dans les transformations post-communistes : Hongrie, Pologne, République tchèque*, 1989-2004, Paris, Belin, 2006, A. Roger, « Se positionner face à l'Union européenne. Le parti social-démocrate roumain comme espace de lutte », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2009, Vol. 40, n°2, p. 157-185, C. Bouillaud, « L'Union européenne et l'Italie des années 2000, ou comment continuer à « aimer bien celui qui vous châtie bien », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 2008, Vol. 15, n°4, p. 619-637, A. Crespy, *Qui a peur de Bolkenstein ?*, Paris, Economica, 2012. Plus globalement plusieurs contributions adoptent cette optique dans les ouvrages suivants : L. Neumayer, A. Roger, F. Zalewski (dir.), *L'Europe contestée, Espace et enjeux des positionnements contre l'intégration européenne*, Paris, Michel Houdiard Éditeur, 2008, J. Lacroix & R. Coman, *Les Résistances à l'Europe, Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Edition de l'ULB, 2007, M. Petithomme, *L'europanisation de la compétition politique nationale, Adaptation et résistances en perspective comparée*, Grenoble, PUG, 2011.

² Ce n'est pas le cas de tous ceci dit, on peut citer notamment : R. Ladrech, « Europeanization and Political Parties: Toward a Framework for Analysis », *Party Politics*, 2002, Vol. 8, n°4, p. 392, S. Usherwood, « Opposition to the European Union in the UK : The Dilemma of Public Opinion and Party Management », *Government and Opposition*, 2002, Vol. 37, n°2, R. Harmsen & S. Menno (ed.), *Eurosepticism : Party Politics, National Identity and European Integration*, Amsterdam, *European Studies*, 2004, Vol. 20, et plus récemment T. Pogunkte, N. Aylott, E. Carter, R. Ladrech, K. Richard Luther (Eds.), *The Europeanization of National Political Parties. Power and organizational adaptation*, Oxon, Routledge, 2007 ainsi que le n° special du *Journal of common market studies*. S. Usherwood, N. Startin & S. Guerra, 'Confronting Eurosepticism', 2013, Vol. 51, Issue 1, p. 1-168.

³ Pour une synthèse de cette littérature, A. Roger, « Clivages et partis politiques » in C. Belot & al., *Science politique de l'Union Européenne*, Paris, Economica, 2008, p. 107-221.

⁴ Pour une synthèse de la littérature proposant un « tournant sociologique » pour étudier l'U.E. dans la dernière décennie, cf. S. Saurugger & F. Mérand, « Does European Integration Theory Need Sociology ? », *Comparative*

Congrès AFSP Paris 2013

Malgré ces développements, la grande majorité des partis français demeure à interroger en ce sens. C'est le cas du Front National. Si les nombreuses études à son égard ont permis la production de monographies embrassant une importante diversité de thématiques et d'aspects du fonctionnement partisan, la gestion de l'enjeu européen n'est jamais centrale.⁵ Profitant de l'invitation de la Section thématique 27 à se saisir de l'hypothèse d'une évolution récente de la formation, on se propose ici de combler une partie de cette carence en déclinant la question du renouvellement supposé des pratiques politiques des acteurs de la nouvelle équipe dirigeante du FN, au prisme de l'enjeu européen. Analyser le FN face à l'intégration européenne engage à évaluer l'évolution de ses positions doctrinales, mais également à prendre considération les usages⁶ du thème, de l'arène et des échéances électorales européennes opérés par les acteurs frontistes, afin de proposer une compréhension des changements à ces égards. Or, interroger les pratiques des partis sur les enjeux entourant l'intégration européenne constitue souvent un révélateur efficace du fonctionnement d'une organisation partisane et de ses mises à jour.

On défend ici l'hypothèse que si l'on peut identifier des évolutions dans les discours sur « l'Europe »,⁷ comme au travers des partenariats mis en place en lien à cet enjeu et à ses échéances électorales, le renouvellement engagé par la nouvelle direction, qui s'impose officiellement avec l'avènement de Marine le Pen à la présidence du parti au début de l'année 2011, reste limité. Ces « nouvelles » lignes de conduites poursuivent en effet des usages du thème européen mis en place de longue date, correspondant à des pratiques traditionnelles propres au parti, telle que l'inscription dans une dialectique d'adaptation et de démarcation caractéristique du FN, et visant à assurer certaines fonctions, en particulier le maintien du contrôle de l'appareil par les dirigeants. Notre analyse se base sur une attention particulière prêtée à l'étude des discours sur l'Europe, saisis au travers de l'examen des programmes, du matériel de propagande (en particulier des « euromanifestes », professions de foi produites lors des élections européennes) et des interventions des leaders dans les médias. En considérant que ces discours fonctionnent comme des révélateurs de ce que les acteurs partisans veulent mettre en avant,⁸ leur analyse prend tout son sens dans une perspective comparative. On s'est intéressée, en particulier, aux variations discursives existantes dans la manière de présenter la position du parti sur l'Europe. Un travail de reconstitution de leur contexte de production dans la vie du parti et sa mise en perspective historique, viennent compléter ce choix méthodologique sur la base d'archives (archive de presse et archive

European Politics, 2010, Vol. 8, p. 1-2 ainsi que notamment D. Georgakakis, « La sociologie historique et politique de l'Union européenne : un point d'ensemble et quelques contrepoints », *Politique européenne*, 2008, Vol. 2, n° 25, p. 53-85.

⁵ A l'exception notable de L. Kestel, « Le Front National et le Parlement européen. Usages d'une institution parlementaire », dans L. Neumayer & al., *L'Europe contestée*, op. cit., p. 210-232, à partir d'une optique différente, on peut également citer M. Boumaza, « Les militants "frontistes" face à la question européenne » dans F. Turkmen (dir.), *Turquie, Europe : Le retour des nationalismes ?*, L'Harmattan, 2010. Sans en faire leur objet d'étude principal, on trouve une analyse spécifique de la doctrine européenne du FN dans : B. Benoît, *Social-Nationalism: An anatomy of French euroscepticism*, Aldershot: Ashgate Publishing, 1997 et P. Hainsworth C. Paul, O'Brien, P. Mitchell, « Defending the nation: The Politics of Euroscepticism on the French Right », in R. Harmsen & M. Spiering (ed.), *Euroscepticism*, op.cit., p. 37-58 et O. Rozenberg, « La faute à Rousseau ? Les conditions d'activation de quatre idéologies critiques de la construction Européenne en France », in J. Lacroix et R. Coman, op. cit., p. 129-154.

⁶ On reprend ici la notion telle que définie par S. Jacquot et C. Woll qui considèrent les usages comme des pratiques et interactions politiques qui s'ajustent et se redéfinissent en saisissant l'Union européenne comme un ensemble d'opportunités, quelles soient institutionnelles, idéologiques, politiques ou organisationnelles. S. Jacquot et C. Woll, *Les usages de l'Europe*, L'Harmattan, 2004.

⁷ En reprenant la pratique discursive des acteurs, on usera ici indistinctement des termes d'« Europe » et d'« Union Européenne » pour désigner le processus d'intégration tel qu'il s'est développé.

⁸ M. Offerlé fait du jeu sur les mots un aspect fondamental de la concurrence que se livrent les acteurs partisans, M. Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., p. 93.

Congrès AFSP Paris 2013

partisane) et d'entretiens avec des cadres. Celui-ci permet également d'identifier et de proposer des interprétations des pratiques actuelles de la direction sur l'enjeu européen.

Pour comprendre ces pratiques des acteurs frontistes face aux enjeux européens, il s'avère nécessaire de faire varier les échelles d'analyse afin de prendre en compte à la fois la pression exercée par l'appartenance à un système partisan et la situation de compétition politique inter-partisane, qui rend heuristique le recours à l'analyse diachronique comparée, mais également les contraintes intra-partisanes. On constate le croisement de ces niveaux dans les deux parties de notre analyse qui vise dans un premier temps (I) à évaluer (A) puis comprendre (B) la radicalisation du discours frontiste sur l'Union européenne (UE) ces dernières années, et s'attache dans un second temps (II) à l'étude de l'évolution des partenariats mis en place à partir de l'enjeu européen (A) et aux usages des échéances électorales européennes (B).

I. Evaluer et comprendre la radicalisation du discours frontiste sur l'Europe.

L'analyse du discours frontiste sur l'intégration européenne fait apparaître, ces dernières années, une radicalisation qu'il s'agit dans un premier temps d'évaluer (A) avant d'en proposer une compréhension (B). Car si l'on observe bien un durcissement de l'opposition à l'Union Européenne, celui-ci reste circonscrit pour deux motifs. Alors que les interventions médiatiques des leaders semblent se radicaliser, les textes et programmes s'inscrivent dans une grande continuité doctrinale avec les productions passées du FN. En outre, la critique de l'U.E reste régulièrement assortie du soutien à une alternative vers une autre Europe qui, là aussi, constitue une marque de continuité, et d'inscription du FN dans un thème discursif commun aux opposants à l'U.E.

Une fois cette radicalisation du discours plus précisément décrite, on examinera successivement ces deux aspects limitatifs, avant de croiser les éléments explicatifs de celle-ci afin de la comprendre. L'analyse de cette radicalisation de la critique de l'U.E par le FN comme de sa circonscription, amènent à souligner une continuité de la pratique discursive et stratégique des acteurs frontistes. La mise en perspective du discours FN avec les postures de l'ensemble du système partisan permet de faire ressortir la logique relationnelle de la constitution du positionnement européen du parti, en place depuis les années 1990. Ce mouvement discursif semble également permettre de participer à la pérennité de diverses fonctions traditionnelles de l'organisation. C'est notamment la cohabitation entre des logiques d'adaptation et de démarcation au sein du système partisan qui joue à plein au travers de l'usage de l'enjeu européen.

A. La position du FN sur l'Europe : une radicalisation circonscrite

Après avoir évolué à la fin des années 1980 pour passer d'un nationalisme pro-intégrationniste à une opposition de plus en plus structurée face à l'U.E., la position du FN à l'égard de la l'intégration européenne se stabilise dans les années 1990. La promotion de la nation, ancrée dans une vision traditionaliste,⁹ et la lutte contre l'immigration structurent la réception de la problématique européenne. Après la chute de l'Union soviétique et

⁹ Dans cette conception, la nation, largement antérieure aux individus, est le seul cadre possible de leur épanouissement. Dans la théorie traditionaliste frontiste, la notion de nation désigne une entité historique millénaire existant au-delà d'un territoire et de ses institutions particulières. Elle doit être protégée contre l'optique supranationaliste et fédéraliste de l'intégration. F. Boily, « Aux sources idéologiques du front national : le mariage du traditionalisme et du populisme », *Politiques et sociétés*, 2005, Vol. 24, n°1, p. 34.

Congrès AFSP Paris 2013

l'avènement du traité de Maastricht, le FN se fait l'ardent défenseur de la souveraineté nationale et critique de manière continue depuis les années 1990 le supranationalisme du projet européen. L'opposition à l'intégration vient en effet s'articuler, au milieu de la décennie, à une lecture de l'espace politique de plus en plus marquée par la thématique identitaire. Le FN se rapproche des thèses du GRECE et de la Nouvelle droite¹⁰ qui divisent l'espace politique entre les protecteurs de l'identité nationale et ceux qui agissent pour sa dissolution (les « mondialistes » et les « cosmopolites » qui regroupent les européanistes, les fédéralistes mais aussi les partisans de l'immigration). L'opposition à l'intégration vient donc s'enchaîner au développement de la doctrine « ni droite ni gauche » du parti, comme à sa critique de la perte du contrôle des frontières. Après avoir participé à fonder son soutien, l'héritage anti-communiste et antisoviétique accompagne le retournement du FN, la lutte contre « Bruxelles » s'inscrit progressivement dans la continuité du combat contre l'URSS, à l'instar de nombre d'opposants français et européens. Une opposition stricte à l'entrée de la Turquie dans l'Union vient compléter la doctrine d'opposition frontiste de plus en plus ostensiblement au cours de la décennie 2000. Celle-ci reste ensuite relativement stable, et si les thématiques européennes gagnent du terrain dans les textes du parti, les cadres semblent fonctionner sur les « acquis » doctrinaux¹¹ en adaptant la doctrine aux échéances et aux développements de l'UE sur la dernière décennie.

A partir de 2010 surtout, après les élections européennes et dans les vagues de la crise financière et économique qui touche les Etats membres, on observe le durcissement du discours des leaders frontistes sur l'Europe,¹² en particulier dans les interventions de l'actuelle présidente. Les termes choisis sont en effet plus clairement offensifs et offrent une image de radicalité, on évoque désormais régulièrement la « sortie » de l'euro notamment et, plus récemment, de l'Union Européenne. Ce discours est d'abord porté en particulier par une vice-présidente alors en campagne pour le leadership interne et régulièrement incriminée de vouloir modérer la doctrine frontiste. Dans divers communiqués de presse envoyés aux militants, celle-ci développe sa critique au fil de l'année 2010 :

Communiqué de Marine Le Pen, 28/04/2010 : *(souligné par l'auteur)*

« L'euro : le boulet que personne n'ose remettre en cause »

[...] c'est bien une double peine que nous subissons avec l'euro. Non seulement on débourse à fonds perdus l'argent que nous n'avons pas pour aider la Grèce, mais en plus, nous payons depuis le début des années 90 notre fol attachement à la monnaie unique. Nombre d'économistes, ignorés par un pouvoir UMPS aveuglé, dénoncent l'absurdité d'une monnaie identique pour des pays aussi différents : l'euro est une erreur et nous a fait perdre 2 à 3 points de croissance par an. La zone euro est systématiquement à la traîne au niveau mondial, et la récession est ici plus forte et plus durable. Le Front National l'a toujours dit, il est plus que temps maintenant d'en prendre acte. **Marine Le Pen, vice-présidente du Front National, demande** ainsi à Nicolas Sarkozy lors de la prochaine réunion de l'Eurogroupe : [...]

¹⁰ S. Crépon « Anti-utilitarisme et déterminisme identitaire. Le cas de l'extrême droite contemporaine », *Revue du MAUSS*, 2006, n° 27, p. 244 ; P.A. Taguieff, *Sur la Nouvelle Droite, Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes & Cie, 1994, p. 254. Le GRECE (ex-Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation européenne) est un groupe de pensée fondé notamment autour d'A. de Benoist, en 1967. Il compose, avec le club de l'Horloge (J.Y. Le Gallou, Y. Blot, B. Mégret), un courant assez hétérogène nommé « Nouvelle droite », qui participe au renouveau doctrinal du FN à la fin des années 1980 et au cours des années 1990, en particulier autour de la promotion du crédo identitaire et du rejet du clivage gauche/droite. Plusieurs de ses membres font une ascension au sein du parti jusqu'à la scission de 1999.

¹¹ On peut en effet penser que production et diffusion doctrinale sont relativement désinvesties à partir des années 2000 jusqu'à la fin de la décennie, le parti étant successivement marqué par la scission de la mouvance menée par B. Mégret, puis par un passage à vide électoral après 2002, accompagné d'importantes difficultés financières.

¹² G. Ivaldi note également une intensification de la politique de démarcation du FN dans les mois qui suivent la crise financière de 2008 et un durcissement de sa critique de l'euro. G. Ivaldi, « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste », dans P. Delwit, *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Presses de l'ULB, 2012, p. 106.

Congrès AFSP Paris 2013

- **D'engager avec quelques pays européens une sortie groupée et rapide de la zone euro** afin que la France quitte ce radeau à la dérive et retrouve sa liberté monétaire. Mieux vaut prévenir que guérir douloureusement. »¹³

Communiqué de Marine Le Pen, 29/10/2010:

« Marine Le Pen propose en lieu et place de cette Europe de l'échec un changement de cap radical, qui passe par la restauration de notre liberté monétaire, de notre souveraineté nationale et de frontières protectrices. L'Europe actuelle connaît les plus mauvaises performances économiques du monde depuis 20 ans, l'euro est un échec unanimement reconnu : il est temps de tourner la page, pas d'y ajouter quelques funestes lignes. »¹⁴

Communiqué de Marine Le Pen, 21/12/2010:

« Après Madame PARISOT, Monsieur FILLON et le Président de la République Nicolas SARKOZY, c'est aujourd'hui « Le Figaro » qui fait sa Une sur « la sortie de l'euro », répondant ainsi au programme économique du Front National.

Marine LE PEN vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la position du Front National : « Euro : Les pays gagnants sont ceux qui sortiront ! »¹⁵

Ce discours n'est pas pleinement inédit au FN. Des demandes de sorties avaient ainsi pu ponctuellement être évoquées dans les décennies précédentes.¹⁶ Jamais dans les professions de foi des élections européennes cependant. Ce type d'appel disparaît pendant la décennie 2000. Ayant accédé à la présidence du parti en janvier 2011, Marine Le Pen entreprend, quant à elle, de mettre en avant une position ferme sur l'Europe, usant de propos vifs. En campagne pour l'élection présidentielle, la candidate FN insiste désormais sur la nécessité de « sortir la France de l'euro ». On retrouve cette pratique de Marine Le Pen au micro de J.J. Bourdin sur RMC et BFMTV en janvier 2011 :

J.J. Bourdin : « Vous êtes présidente de la République, nous sortons de l'euro ?

*Oui [...] [Il s'agit de] retrouver notre souveraineté monétaire. [...] Je vais vous dire très clairement M. Bourdin, et les français doivent le comprendre, c'est ou l'euro ou la politique sociale. »*¹⁷

A l'instar de F. Philippot, vice-président du parti, appelant à « une fin concertée de l'euro »,¹⁸ Louis Aliot, qui assume la même fonction, faisait écho à la présidente sur la même antenne en décembre 2011, affirmant qu'il faut « anticiper la sortie de l'euro ».¹⁹ Ce thème est régulièrement repris pendant la campagne de l'élection présidentielle de 2012.²⁰ A l'hiver 2013, cette proposition est assortie, à l'issue du Conseil national du 2 mars, d'une exigence qui fait office de coup médiatique. Suite aux élections italiennes où les listes critiques de l'UE récoltent une part importante de suffrages, Marine Le Pen demande « solennellement au président de la République d'organiser, en janvier 2014 [...] un référendum sur la sortie de la

¹³ Communiqué de Presse de Marine Le Pen, 28 avril 2010, envoyé à la liste de diffusion du FN.

¹⁴ Communiqué de presse de Marine Le Pen, le 29/10/2010, envoyé à la liste de diffusion du FN.

¹⁵ Communiqué de Marine Le Pen, 21 décembre 2010, envoyé à la liste de diffusion du FN.

¹⁶ Sous l'influence de J.C. Martinez et B. Antony notamment. On peut ainsi entendre, à l'occasion de la campagne de 1994, certains dirigeants appeler à une sortie de l'U.E., tout en l'assortissant en général d'une valorisation de l'Europe des Patries. Le programme présidentiel de 2001 évoque également une sortie de l'U.E. Une fois présent au second tour, J. M. Le Pen ira jusqu'à annoncer qu'une fois élu, il organiserait un référendum sur le retour au franc (le parti se déclare favorable néanmoins à une monnaie commune) et le retrait de la France de l'Union. La proposition ne fait pas l'unanimité en interne cependant.

¹⁷ Marine le Pen, invitée de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV et RMC, 17/01/2011.

¹⁸ F. Philippot, France Info, 24/07/2012.

¹⁹ L. Alliot, invité de J.J. Bourdin sur BFM TV et RMC, 13/12/2011.

²⁰ Cf. par exemple, l'émission Des paroles et des Actes, dont Marine Le Pen est l'invité, sur France 2, 23/02/2012. Le retour au franc est ainsi partie intégrante du chiffrage du projet présidentiel du FN pour 2012. Le projet de sortie de l'euro est progressivement assorti à la promesse d'un référendum sur le sujet, « Sortie de l'euro : Marine Le Pen change d'approche », *Le Point.fr*, 22/03/2012, http://www.lepoint.fr/politique/election-presidentielle-2012/sortie-de-l-euro-marine-le-pen-change-d-approche-22-03-2012-1444105_324.php.

Congrès AFSP Paris 2013

France de l'Union européenne » que le FN entend soutenir.²¹ L'affirmation d'une volonté de sortir de l'Union fait d'abord l'objet d'un usage parcimonieux, les leaders préférant en général insister sur leur soutien à un modèle d'Europe alternatif, équivalent à un retour à niveau de collaboration moins intégré.²² Le mot d'ordre semble se développer progressivement cependant²³ ces derniers mois et on peut penser que l'exigence d'un référendum de sortie de l'U.E. constitue aujourd'hui, aux yeux des leaders, une ligne de campagne potentielle pour les élections européennes de 2014. F. Philippot s'en fait le chantre à plusieurs reprises, notamment sur France info puis RMC en mars, sur LCI & BFM TV le 1^{er} mai puis sur l'antenne de France Inter quelques semaines plus tard. Ces positions apparaissent cependant beaucoup plus présentes dans les propos de la présidente que dans les textes du parti qui conservent un ton plus modéré, y compris lors de l'élection présidentielle. Si « l'Europe » est fortement critiquée, les éventuelles sorties de l'euro et de l'U.E. ne sont mentionnées lors de l'élection présidentielle ni dans le « projet de Marine Le Pen »,²⁴ ni dans la profession de foi du FN, pas plus que dans les euromanifestes qui les ont précédé sur l'ensemble de la décennie.

Un ancrage dans la continuité de l'héritage doctrinal

On trouve là une première limitation de ce durcissement du discours sur l'Europe. L'analyse des textes du FN (programmes et professions de foi) conduit plutôt à observer a contrario, la continuité dans laquelle s'inscrit la doctrine européenne prônée par la nouvelle direction. Sur cet enjeu comme sur d'autres,²⁵ celle-ci perpétue en effet l'héritage doctrinal du parti dans la production de son matériel de propagande. Ainsi le « projet » présidentiel de Marine Le Pen en 2012 ne se positionne pas pour un retrait unilatéral de l'U.E. comme le propose le Traité de Lisbonne (article 50 du Traité sur l'Union Européenne) pourtant cité par le texte, mais « pour une Europe des nations libres ». Ce faisant, la direction inscrit sa position dans l'exact prolongement de la doctrine de défense d'une « Europe des Nations » développée depuis les années 1990 au sein du parti. Le programme comme la profession de foi 2012 proposent également une « remise à plat des traités européens »,²⁶ objectif ostensiblement mis en avant dans les « 12 points » qui viennent clore le projet présidentiel: « 10. **Renégocier les traités européens** pour retrouver la souveraineté nationale. ».²⁷ Or cet engagement, mis en

²¹ « Marine Le Pen demande à Hollande un référendum sur la sortie de l'Union européenne », Le Monde.fr, 02/03/2013, http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/03/02/marine-le-pen-demande-a-hollande-un-referendum-sur-la-sortie-de-l-union-europeenne_1841929_823448.html, consulté le 22/04/2013.

²² Ainsi en 2009, quand on évoque la sortie de l'U.E. L. Aliot, tête de liste Sud-Ouest préfère encore évoquer son soutien à : « L'Europe des peuples et des Etats ! [...] Celle d'Ariane et d'Airbus. Une Europe de coopération entre Etats sur des sujets précis. *« Si la situation empire, le retour du franc n'est pas inenvisageable »*, <http://archives-fr.novopress.info/13610/entretien-avec-louis-aliot-partie-1-%C2%AB-si-la-situation-empire-le-retour-du-franc-n%E2%80%99est-pas-inenvisageable-%C2%BB/>, consulté le 25/05/2013.

²³ F. Philippot, invité de la matinale sur France info, le 25/03/2013, invité de l'émission les Grandes gueules, RMC, le 26/03/2013, invité de l'émission matinale, le 7/9, France Inter, le 16/05/2013. M.C. Arnautu, Vice-présidente du FN aux affaires sociales, se fait également l'écho des propos de la présidente lors d'une réunion dans la Creuse, « Un référendum aux européennes, une liste à Guéret », *La Montagne*, 04/03/2013. Marine Le Pen reprend également cette idée à plusieurs reprises ensuite, notamment lors de son « appel aux peuples d'Europe », le 2 avril, au moment du règlement de la chypriote. Le parti a également récemment mis en ligne sur son site internet une pétition pour demander « au président de la République d'organiser en janvier 2014 un référendum sur la fin de l'Union européenne par la sortie de la France. » <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/politique-etrangere/europe/>

²⁴ On se base ici sur la brochure de 16 pages, présentée le 21/03/2012 par les cadres du FN, imprimée, selon le parti, à 8 millions d'exemplaires et « présentant, dans chaque domaine, les principales mesures qu'elle [Marine Le Pen] mettra en œuvre une fois élue », communiqué FN du 21/03/2012.

²⁵ L'immigration notamment, G. Ivaldi, « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste », *art. cit.*, p. 99.

²⁶ Profession de foi, FN, élection présidentielle 2012.

²⁷ *Id.*, p. 15 et 16.

Congrès AFSP Paris 2013

avant par les leaders en interviews, n'est pas neuf. Il est notamment présent dans le programme présidentiel de J.M. Le Pen en 2001 et 2007.²⁸ De même, quand le programme de 2001 s'affichait critique de l'euro et ouvert à « l'existence d'une monnaie commune », le projet de 2012, mettant de côté le thème d'une sortie, souligne que « la France doit préparer [...] une évolution de l'euro, qui deviendrait une monnaie commune ».²⁹

Au-delà de ce durcissement des interventions de la présidente, le programme actuel du FN (tel que figurant sur le site internet au printemps 2013) s'inscrit dans une grande continuité avec les grandes lignes de la doctrine frontiste, reprenant parfois presque mot pour mot les programmes précédents. L'opposition du parti à l'euro (actée dès 1995), le contrôle des frontières, le rétablissement de la primauté du droit national sur le droit européen comme la maîtrise de la monnaie et de la politique monétaire³⁰ constituent des thématiques défendues depuis plusieurs années par le FN, présentes, pour certaines d'entre elles, depuis la décennie 1990. On les retrouve notamment dans les euromanifestes du parti ou dans le programme présidentiel de 2001 qui célébrait déjà Ariane et Airbus comme des fruits de la coopération des Etat-nations, quand le projet 2012 lance cet appel :

« que vienne la période des grands projets européens innovants, au service des peuples, bâtis à partir de partenariats volontaires, comme l'ont été Ariane ou Airbus décidés, faut-il le rappeler, en dehors des institutions communautaires. »³¹

Seule la revendication d'une contribution nette de la France nulle au budget européen apparaît plus novatrice et radicale. En s'appuyant sur ces différents piliers, la critique de l'U.E. développée par la nouvelle direction s'articule en effet à la fois à la défense de la souveraineté nationale, à la lutte contre l'immigration (pour assurer la défense de l'identité nationale mais aussi des nationaux contre l'insécurité) et au virage social pris par le FN dans les années 1990. Un ensemble de thématiques présentes dans la doctrine depuis une et parfois deux décennies qui révèlent ainsi combien la direction joue également la carte de la continuité.

L'insertion dans un cadre discursif commun

Un second élément d'analyse vient inscrire la position européenne actuelle dans la continuité, tout comme il modère sa radicalisation. Les textes du projet frontiste pour l'Europe, comme les discours des leaders, ne sont pas limités à un éreintement critique de l'U.E. Il s'agit également de mettre en avant une volonté de changer celle-ci pour un projet alternatif, une « autre Europe ». Ce discours est déjà présent au FN depuis la fin des années 1990, on le retrouve au fil des différents euromanifestes. Si la critique reste très présente, la posture européenne du FN se fait à la fois moins radicale et plus européanisée dans la dernière décennie, au sens où les textes développent beaucoup plus largement les thématiques européennes. Ils offrent également progressivement une part de plus en plus importante aux propositions sur cet enjeu (voire graphique ci-dessous).

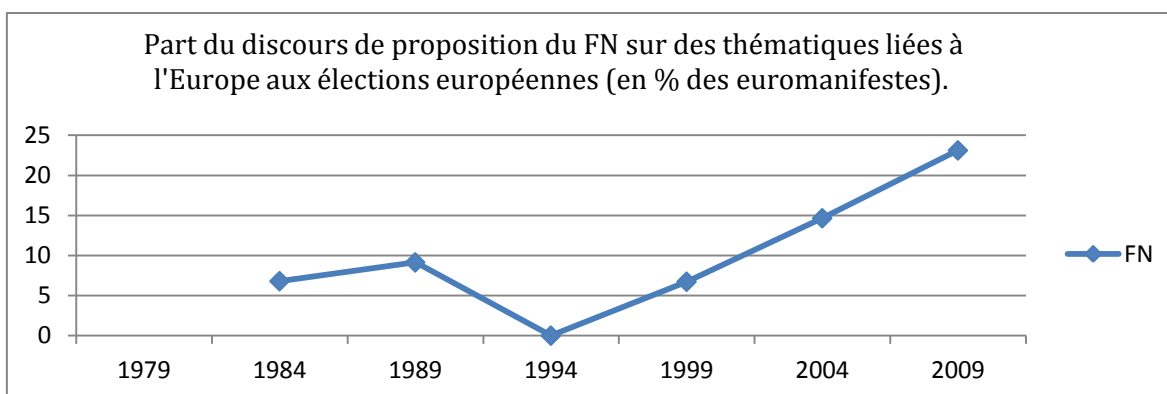
²⁸ « 300 mesures pour la renaissance de la France », FN, 2001, p. 8, le programme de 2007 propose d'« Organiser une tournée des capitales européennes pour proposer à nos partenaires européens une renégociation radicale des traités dans le sens d'une Europe d'États souverains coopérant sur des sujets d'intérêt commun. [...] En cas de réponses négatives ou de non-réponse dans le délai fixé, organiser un référendum sur le thème : « La France doit-elle reprendre son indépendance vis-à-vis de l'Europe de Bruxelles ». Programme de gouvernement de J.M. Le Pen, 2007, p. 62.

²⁹ Marine Le Pen, « Mon projet pour la France et les Français », *L'Essentiel*, p. 2.

³⁰ Site officiel du Front National, rubrique Europe, <http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/politique-etrangere/europe/>, consulté le 30/05/2013.

³¹ *Ibid.*

Congrès AFSP Paris 2013



Au sein de l'euromanifeste 2009, Jean-Marie Le Pen appelle ainsi à l'alternative dans un texte signé, aux allures personnalisées: « Cette Europe est une véritable arnaque. Mais le déclin n'est pas une fatalité. Pour sauver la France, il faut changer l'Europe ! », avant de décliner une série de propositions. Lors de l'élection de 2004 où Marine Le Pen est tête de liste en île de France, l'euromanifeste stipule déjà :

« Notre salut, n'est pas dans un super Etat bureaucratique centralisé ou une fédération à l'américaine étendue à l'Asie avec l'adhésion de la Turquie. Nous voulons l'Europe des Etats nation favorisant une saine coopération, garantissant la paix et offrant de réelles perspectives de développement à tous les pays de notre continent. »

On retrouve cette manière de présenter une position frontiste « paneuropéenne » dans le projet de la présidente du parti pour l'élection présidentielle de 2012, qui offre :

« de rompre avec la construction européenne dogmatique en total échec. Il faut désormais jeter les bases d'une Europe respectueuse des souverainetés populaires, des identités nationales, des langues et des cultures. [...] Il sera proposé la mise en place d'une Union paneuropéenne (des États souverains) incluant la Russie et la Suisse et respectant le statut de neutralité, le droit national, la fiscalité nationale... La Turquie ne sera pas associée à ce projet. »³²

Sur le plateau de S. Moati, Louis Alliot vice-président du Front National, souligne également en février 2013 :

« Il faut changer ce système là. Je pense qu'il faut ré-o-rien-ter l'Europe, ce n'est pas sortir de l'Europe, ce n'est pas bunkeriser la France, c'est rebâtir une Europe sur des réalités, sur des projets ». ³³

Le vice-président tenait déjà des propos similaires pendant la campagne présidentielle, un an plus tôt, face à un animateur de Sud-Radio :

« Non mais, vous confondez deux choses. Vous faites la même confusion que les autres. Voila. Nous sommes des européens, je vous dis ! A moins de ne pas parler français, que nous voulons une autre Europe, c'est français ?! »³⁴

La mise en avant de l'activité du parti à l'échelle européenne et de ses relations avec des homologues et partenaires européens constitue en outre une ressource politique à l'échelle nationale exploitée dès les années 1990. Promouvant la rencontre des membres du regroupement européen « L'Alliance des Libertés », le 25 mai dernier à Paris, le FNJ arbore sur son site internet une photo de l'évènement montrant Marine Le Pen au centre, entourée des responsables du FNJ aux côtés des délégations des jeunes des autres mouvements

³² Marine le Pen, « Mon projet pour la France et les Français », *op. cit.*, p. 15.

³³ L. Alliot, invité de l'émission « PolitiqueS », S. Moati, La Chaîne Parlementaire (LCP), 25/02/2013.

³⁴ L. Aliot, invité de l'émission « Ménard en liberté », Sud Radio, le 15/03/2012.

Congrès AFSP Paris 2013

européens présents. La page est intitulée « LE FNJ POUR UNE AUTRE EUROPE ».³⁵ Position que l'on retrouve dans les propos de l'une de ses portes paroles, J. Abraham, en entretien.³⁶

Or ce discours se réinscrit dans une pratique plus globale qui se développe, au sein de l'espace partisan, dès le milieu des années 1990.³⁷ Progressivement, les opposants à l'U.E. de droite comme de gauche viennent se poser en porteur de projets alternatifs (très inégalement développés dès lors selon les formations). Un leitmotiv visant à « changer l'Europe » s'impose graduellement et de manière transversale. A partir de 1999, et c'est définitivement acquis lors de l'élection de 2004, l'ensemble des formations opposées à l'U.E ne s'affiche plus *contre* mais bien *pour* une autre Europe. Les dirigeants frontistes l'ont bien compris et si l'euromanifeste de 1994 titrait « Contre l'Europe de Maastricht, allez la France ! » celui de 1999 affiche en place centrale : « Pour la France... changeons d'Europe ! ». Cette évolution parallèle des discours d'opposition révèle combien le soutien à un processus de construction européen est conçu comme un facteur de légitimité dans l'espace politique français. On trouve déjà des marques de ces stratégies discursives visant à contourner la stigmatisation associée à l'étiquette d'anti-européens dans les débats référendaires de 1992.³⁸ Ainsi si le discours du FN développe récemment une opposition plus frontale à l'Union Européenne, celle-ci reste régulièrement associée à l'évocation d'un contre-projet, souvent formulé sous l'aspiration à une Europe des Nations, qui fonctionne comme un gage de (bonne) foi européenne.

B. La radicalisation comme continuité : comprendre le durcissement du discours frontiste sur l'U.E.

Pour comprendre cette radicalisation du discours de la nouvelle direction sur l'enjeu européen, il est nécessaire d'articuler deux échelles d'analyse. Concourent en effet à cette évolution des motifs liés tant aux contraintes de la compétition inter-partisane qu'aux enjeux internes propres à la formation. Dans les deux cas, c'est bien comme le fruit d'une continuité des stratégies et pratiques des directions frontistes sur ces deux plans que ce durcissement peut être interprété.

Le discours du FN au sein du système partisan

Deux éléments liés aux contraintes propres exercées par l'appartenance au système partisan français exercent une pression sur la production de la doctrine frontiste : l'évolution globale des manières de présenter sa position européenne dans l'espace partisan et les enjeux de concurrence spécifiques existant entre les opposants de droite à l'U.E. S'il existe sans doute un effet de contexte propice lié à la crise économique qui touche les Etats européens ces

³⁵ Site du FNJ, <http://www.fnjeunesse.fr/2013/05/27/le-fnj-pour-une-autre-europe/>, consulté le 13/05/2013.

³⁶ Entretien avec J. Abraham, membre du bureau national du FNJ, Candidate FN aux législatives de 2012, réalisé le 04/04/2013. « Et l'idée par rapport à l'Europe, ce serait quoi en termes de, de projet du coup ?

Ce serait d'aller dans le sens d'une Europe, d'une Europe mais d'une autre Europe. En dehors de l'Union Européenne. D'accord de sortir de l'Union Européenne telle qu'elle est ?

Ouais. Ouais et d'envisager des partenariats, heu une Europe des Nations. Avec nos voisins, comme ce qu'on a toujours fait d'ailleurs. »

³⁷ On se permet de renvoyer à E. Reungoat, « Exister c'est résister. Comprendre la construction des résistances à l'intégration européenne au sein des partis politiques français (1979-2009) », Thèse de Science Politique, sous la direction de M. Y. Deloye, Université Paris 1 Sorbonne-Panthéon, 30/11/2013, p. 166 et svtes.

³⁸ L'analyse des débats parlementaires en témoigne, quelque soit leur vote, l'ensemble des députés s'affichent « pro-européens ». O. Rozenberg souligne également combien la difficulté de s'opposer dans l'enceinte parlementaire lors des votes de ratification des traités témoigne de la légitimité acquise par l'intégration et note que « l'Europe est une référence positive dans notre système de valeur ». O. Rozenberg, « La ratification des traités européens à l'assemblée nationale », in S. Jacquot et C. Woll, *Les usages de l'Europe, op. cit.*, p. 272-273.

Congrès AFSP Paris 2013

dernières années, il est nécessaire, pour comprendre cette radicalisation, de proposer une courte mise en perspective historique de l'évolution des discours partisans français sur l'Europe depuis deux décennies. L'analyse comparative nous apprend en effet combien la construction des postures européennes des organisations partisanes se réalise de manière relationnelle, c'est particulièrement visible sur l'ensemble des élections européennes. Cette évolution globale des discours se divise en deux mouvements, dont on a déjà pu décrire le premier plus haut. A partir des années 1990, la manière de dire et de présenter son opposition évolue pour les acteurs partisans: il s'agit d'assortir sa critique d'un appel à une autre Europe. Or, ce premier mouvement qui concernait les opposants, s'étend aux discours des partis majoritaires à partir de la seconde moitié de la décennie 2000, dans les vagues du rejet du Traité constitutionnel européen (TCE) lors du référendum de 2005 en particulier. A la fin de la décennie, c'est bien la quasi-totalité du spectre politique français qui adopte désormais cet appel à changer l'Europe, révélateur de la valorisation de la posture de porteur d'alternative dans l'espace politique. Le phénomène n'est pas d'ailleurs pas exclusif à l'hexagone, il y est particulièrement visible lors de l'élection européenne de 2009.

Les textes des différentes formations y rivalisent dans un surprenant unanimité. Alors que l'UMP affirme dans son texte que « l'Europe doit changer », ³⁹ l'euromanifeste socialiste confirme qu'« il faut changer l'Europe maintenant ! ». C'est également l'intitulé même de la liste du PS. Les deux formations visent ainsi à priver les opposants des retombées électorales d'une posture très monétisée. Ces derniers peinent en effet dès lors à se distinguer, (à l'image du texte frontiste cité plus haut, affirmant « Pour sauver la France, il faut changer l'Europe ! »). ⁴⁰ A plusieurs reprises, les acteurs de l'UMP vont jusqu'à reprendre à leur compte, dans leur textes, en meetings ainsi que dans leur communication iconographique, la formule phare des altermondialistes, affirmant qu'« une autre Europe est possible ». ⁴¹ Il en va de même au parti socialiste où l'optique du changement est également promue pendant la campagne. Martine Aubry endosse à son tour le slogan en mai 2009 pour lancer en meeting « qu'une autre Europe est possible ». ⁴² Cette appropriation de l'alternative sera réaffirmée par la première secrétaire en 2010 lors de l'Université d'été du parti: « Il nous faut une autre Europe, pour un autre monde ». ⁴³

Ce double mouvement des discours partisans permet de rendre compte de la radicalisation du discours frontiste sur l'Europe et de proposer de lire celle-ci comme le fruit d'une continuité dans les pratiques discursives du FN. Ce durcissement répond en effet, pour le parti, aux mêmes fonctions que les positionnements européens qui l'ont précédé. Au travers d'une revendication de changement désormais articulée aux exigences de sortie de l'euro, de renégociation des traités et parfois donc de sortie de l'U.E., il s'agit de poursuivre une stratégie de distinction, caractéristique des partis outsiders (par opposition aux partis majoritaires) dans l'espace partisan. Or c'est bien cette plus-value distinctive sur l'enjeu européen que les partis majoritaires cherchent à réduire voire à s'appropriier au lendemain du rejet du TCE. Puisque ces derniers se présentent comme les fers de lance de l'autre Europe, les relations de concurrence au sein du système partisan contribuent à presser les formations opposées à l'intégration à durcir leur discours, afin de préserver une posture pouvant constituer une ressource de différenciation. Cette évolution n'est pas sans rappeler l'« effet

³⁹ Euromanifeste UMP, 2009.

⁴⁰ Euromanifestes FN, 2009.

⁴¹ Euromanifeste UMP, 2009. Le texte attribue de suite cette capacité de changement à N. Sarkozy et l'ancre, ici, dans la continuité du cadre européen: « La Présidence française l'a prouvé. Nicolas Sarkozy a commencé à changer l'Europe ». On retrouve également par exemple, cette formule dans la bouche du président lors du meeting d'ouverture de la campagne, cf. « Nicolas Sarkozy réaffirme l'ambition et les valeurs du projet européen de Paris », *Le Monde*, 5 mai 2009.

⁴² *Le Monde*, 9 mai 2009.

⁴³ Discours de M. Aubry, Université d'été PS de La Rochelle, 29/08/2010.

Congrès AFSP Paris 2013

d'incitation » décrit par R. Harmsen. Selon celui-ci, dans les systèmes partisans où le support à l'égard de l'intégration européenne n'est pas consensuel mais en jeu, lorsque les partis « mainstream » tendent à adopter un consensus plus critique à l'égard de l'intégration, les partis « périphériques » peuvent être amenés à radicaliser leur discours pour se maintenir comme une « alternative claire ». ⁴⁴

Le FN poursuit également ici une pratique traditionnelle qui lui est propre, caractérisée par le croisement de logiques d'adaptation et de démarcation au sein du système partisan. ⁴⁵ Celles-ci semblent jouer à plein au travers de l'usage de l'enjeu européen. On en retrouve la souscription publique à la norme politique, en l'occurrence à un projet de coopération à l'échelle européenne, gage de légitimation au sein de l'espace politique français (comme le montre le recours de l'ensemble des opposants à la modélisation de leur critique sous la forme d'un appel à une autre Europe). Réaffirmée par les textes de propagande électorale et par des cadres affichant régulièrement leur soutien à une coopération à cette échelle, cette souscription s'accompagne au FN de la production, en parallèle, d'un discours de contestation développé dans des déclarations « brutes » qui restent en particulier l'office de la présidente du mouvement (comme il avait pu être, naguère, celui de son père). Comme il est d'usage au FN, celles-ci visent à subvertir la norme et vont autrement plus loin que les propos des acteurs issus des formations plus centrales dans leur critique de l'U.E. Oscillant entre dénonciations radicales de l'Union et reconnaissance du bienfondé d'une coopération unifiée au niveau européen, le discours frontiste sur l'Europe joue régulièrement de son ambiguïté.

L'appartenance au système partisan joue bien un rôle contraignant significatif ici. Or le durcissement du discours européen s'articule non seulement à la concurrence du FN avec les partis majoritaires mais également à la compétition face aux partis rivaux cherchant à occuper l'espace du souverainisme français. Face aux formations briguant un message politique proche sur le thème européen, le MPF de P. de Villiers et Debout la république (DLR) en particulier, le Front National doit continuellement chercher à préserver sa domination électorale et à gagner en centralité sur cet enjeu. De fait, la radicalisation récente de la critique de l'Europe n'est pas l'apanage exclusif du FN, elle est également présente chez les leaders de la formation souverainiste DLR, menée par N. Dupont-Aignan. Tout aussi contraint que le FN par la pression de la conversion des partis majoritaires à un appel à changer l'Europe, ce dernier lance, dès 2010 et 2011, une campagne en faveur de la sortie de la zone euro. On se souvient que le leader de DLR annonce, en novembre 2010, sa candidature à l'élection présidentielle en déchirant un billet factice géant de dix euros, reproduit ensuite dans ses affiches de campagne. La radicalisation du discours de N. Dupont-Aignan constitue dès lors une force d'entraînement pour le FN.

Là aussi la nouvelle direction frontiste s'inscrit dans la continuité d'une stratégie de domination de l'espace d'opposition à l'intégration européenne à droite et de séduction de l'électorat correspondant. Les cadres frontistes s'appliquent dès les années 1990 et avec une grande constance, à se définir comme la vraie voix de l'opposition à l'U.E. Dès 1992, J.M. Le Pen veut se présenter aux électeurs comme le chef de file des opposants, affirmant que « seul le Front national est clairement et unanimement contre Maastricht ». ⁴⁶ Revendiquant régulièrement la paternité du souverainisme et l'exclusivité de son expression politique, les cadres frontistes devront lutter contre nombre de concurrents successifs (une partie du RPR en

⁴⁴ R. Harmsen, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage », *art. cit.*, p. 90 et « Is British Euroscepticism still unique ? », *art. cit.*, p. 84-85.

⁴⁵ G. Birenbaum, « Le Front national à l'assemblée (1986-1988) : respect et subversion de la règle du jeu parlementaire », *Politix*, Vol. 5, n°20, 1992, p. 102 et *Le Front national en politique*, Paris, Balland, 1992 ; A. Dezé, « Le Front National comme « entreprise doctrinale », dans F. Haegel (dir.), *Partis Politiques et système partisan en France*, Presses de Science Po, 2007, p. 281-283 et *Le Front national: à la conquête du pouvoir ?* Paris, Armand Colin, 2012 ; S. Crépon, *La Nouvelle extrême droite*, Paris, L'Harmattan, 2006.

⁴⁶ *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, n°160, juillet 1992.

Congrès AFSP Paris 2013

1992, le MPF dès 1994, le RPF de C. Pasqua et le Pôle républicain de J.P. Chevènement à la fin de la décennie, puis DLR). Visant des électors proches, sans s'interdire de régulières campagnes de récupération de leurs cadres et militants respectifs,⁴⁷ les formations de droite opposées à l'U.E. se livrent une concurrence féroce à l'approche des élections européennes en particulier. Pendant la campagne de 1994, l'eurodéputé B. Antony écrit ainsi:

Philippe de Villiers, dans un langage affecté, tente de séduire une partie de son électorat en reprenant les arguments du FN. Pour ce faire, il joue les sirènes tentatrices, multiplie les signaux, en vue de faire échouer sur sa grève le beau navire du FN. Mais seuls les rats quittent le bateau pour rejoindre le vicomte sur ses sables mouvants. Pour défendre la France contre l'europhobie mortel de M. Baudis [tête de liste UDF-RPR], les Français savent qu'il n'y a qu'un moyen : un vote massif pour la liste de Jean-Marie Le Pen.⁴⁸

A la veille du référendum sur le TCE, dix ans plus tard, l'exigence de distinction est la même afin d'engranger les bénéfices d'image, de reconnaissance dans l'espace politique et surtout de votes correspondants, quitte dès lors pour le président frontiste, à revendiquer à redessiner le paysage et l'histoire politique le temps d'un discours de stigmatisation à peine voilé des villiéristes :

Cette échéance [le référendum sur le TCE] va placer le FN, souverainiste depuis le jour même de sa création en 1972 - pas à la manière de certains, qui, intermittents du souverainisme, ne défendent les libertés françaises que pendant trois mois tous les cinq ans, le temps d'une campagne électorale, avant de soutenir ensuite des majorités parlementaires ouvertement fédéralistes - le Front National, disais-je, va être, une fois de plus, au centre du débat.⁴⁹

Plusieurs argumentaires sont ainsi construits et se retrouvent chez les cadres, pour faire du FN le défenseur originel -et donc le plus légitime- de la nation contre l'intégration. Le message est bien, sur cette question comme sur d'autres, de « préférer l'original à la copie ». On le retrouve ici chez B. Gollnisch en entretien :

En 1984, si, la position était structurée. Mais c'était l'Europe des patries ! C'est un terme qui nous a été repris, qui a été repris par de Villiers je crois. Nous avons été les pionniers heu intellectuels de toute la droite. Ou même repris par les gaullistes, enfin par l'UMP, heu le RPR.⁵⁰

Les propos récents, en mai 2013, de F. Philippot, vice-président chargé de la stratégie et de la communication, s'inscrivent dans la droite ligne de la stratégie frontiste élaborée par ses aînés : « Nous incarnons la question souverainiste, nous n'avons pas de concurrence. Nous couvrons tout le champ du camp patriote ». ⁵¹ Les alliances partisans passées lors des élections de 2012 peuvent se lire de la même manière, on y reviendra plus bas.

La fonction stratégique et cohésive du durcissement

L'échelle intra-partisane apporte des éléments complémentaires pour comprendre la radicalisation du discours européen du FN. Cette dernière offre un double avantage à ce niveau: elle constitue d'abord une ressource pour Marine Le Pen dans la lutte pour la présidence du parti. Taxée en interne de vouloir développer une ligne modérée, la vice-présidente en campagne montre ainsi, dès 2010, aux militants-électeurs, sa capacité à tenir des

⁴⁷ Un ancien cadre du MPF en témoigne à propos de J. Bompard, maire d'Orange, quittant le FN pour le MPF dans la décennie 2000: « Le patron d'Orange, Bompard, appelle Villiers en disant : ta fédération dans mon département, ils sont dix. Moi je viens avec 400 militants, et t'as 400 adhésions au MPF. »

⁴⁸ B. Antony, *Présent*, 7 avril, 1994.

⁴⁹ Discours de Jean-Marie Le Pen, à l'université d'été du FN, 28 août 2004

⁵⁰ Entretien avec B. Gollnisch, réalisé le 08/01/2010.

⁵¹ « Parlement européen : les deux fronts en embuscade », *LeMonde.fr*, 28/05/2013.

Congrès AFSP Paris 2013

discours « musclés ». Elle assure ainsi une continuité de style avec son père. Or ce style discursif est partie prenante de l'univers culturel de l'institution partisane frontiste et contribue à l'exercice de la fonction de démarcation au sein du système partisan.⁵² En marquant les différences au sein du système, le discours politique constitue un vecteur d'objectivation des clivages dans le langage.⁵³

C'est également dans le cadre d'une pérennisation de la fonction d'administration de sens du parti que ce mouvement de radicalisation peut être compris.⁵⁴ Le FN constitue en effet une organisation politique matrice de référentiels culturels et identitaires collectifs. Plusieurs enquêtes font ressortir que les militants frontistes se réfèrent au parti comme à une « famille » et que celui-ci est tenu comme un refuge et un espace de sociabilité majeur.⁵⁵ Dans les formations plus modestes perpétuant une culture de la radicalité et de la différenciation, l'idéologie revêt un rôle symbolique pour devenir un élément central de garantie de la cohésion du parti.⁵⁶ La forte intensité idéologique de la formation⁵⁷ est parfaitement cohérente avec ces fonctions matricielles. Si l'enjeu européen reste secondaire au FN, il y participe et la définition de la doctrine à son égard se trouve, du même coup, contrainte par ce phénomène. En considérant que la radicalité spécifique du discours politique du FN constitue un élément central du référentiel identitaire du parti propre à assurer sa cohésion, le recrutement et la loyauté des militants, le durcissement observé par rapport aux autres critiques partisans de l'U.E. permet également de « coller » à cette culture de radicalité.

On peut faire l'hypothèse en outre, que l'opposition à l'intégration européenne gagne progressivement en centralité dans le paysage doctrinal du FN et à fortiori dans le référentiel identitaire qui s'y construit dans la dernière décennie. L'enquête menée par Colette Ysmal auprès des électeurs et sympathisants des partis de droite en 2000 pointe la cohésion et la singularité des sympathisants FN autour d'une attitude très hostile à la construction européenne.⁵⁸ Ainsi, lors de la campagne présidentielle 2007, J.M. Le Pen fait de l'immigration et de « l'Europe de Bruxelles » les principales causes des difficultés du pays lors du meeting de Lille.⁵⁹ Outre qu'il est mobilisé par la nouvelle présidente, on a pu souligner que l'enjeu européen est effectivement de plus en plus présent dans les textes dans

⁵² Il a été montré que le style du FN (au travers de son vocabulaire, d'un marquage iconographique, des symboles mobilisés ainsi que de rituels propres et de fêtes) vise à construire un espace social avec ses référents spécifiques, un univers culturel opposé aux codes dominants. G. Birenbaum, *Le Front national en politique*, op. cit., P. Milza, « Le Front national crée-t-il une culture politique ? », *Vingtième siècle*, oct-déc. 1994, p. 9-44. B. Pudal, « Les identités « totales », quelques remarques à propos du FN », in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, 1994, PUF, p. 199 et svtes, F. Matonti, « Le FN forme ses cadres », *Genèses*, Vol. 10, n° 10, 1993, p. 136-145. Pour une analyse de l'« univers linguistique » du FN cf. I. Cumnal, M. Souchard, S. Wahnich, V. Wathier, *Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, La Découverte, 1998 et sur la spécificité de son « discours graphique », A. Dézé, « L'image fixe en questions », in P. Favre, O. Filleule et F. Jobard, *L'atelier du politiste*, La Découverte, 2007, p. 313-330.

⁵³ C. Le Bart note que « Les différences de vocabulaire peuvent aussi servir à accentuer symboliquement ces divergences, chaque organisation ayant intérêt à faire entendre sa différence ». C. Le Bart, *Le discours politique*, PUF, 1998, p. 31-33.

⁵⁴ On reprend ici la terminologie proposée par M. Hastings, « Partis politiques et administration du sens », in D. Andolfatto, F. Greffet et L. Olivier (dir.), *Les Partis politiques, quelle perspective ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 21-36.

⁵⁵ A. Tristan, *Au Front*, Paris, Gallimard, 1987, B. Orfali, *L'adhésion au Front National : de la minorité active au mouvement social*, Paris, Kimé, 1990.

⁵⁶ B. Villalba, « Les petits partis et l'idéologie : le paradoxe de la différenciation », art. cit., p. 80-81.

⁵⁷ On rejoint ici A. Dézé. « Le Front National comme « entreprise doctrinale », art. cit., p. 273.

⁵⁸ La plus hostile des attitudes mesurées qui comprenait les sympathisants UDF, RPR et MPF. C. Ysmal, « Face à l'extrême droite, la droite existe-t-elle », P. Bréchon, A. Laurent, P. Perrineau, *Les Cultures politiques des Français*, op. cit., p. 158-159. Cf. également « Les militants "frontistes" face à la question européenne », art. cit.
⁵⁹ « Jean-Marie Pen se présente comme le candidat de la "vie" et du "peuple" », *Le Monde.fr*, 25/02/2007, http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/02/25/jean-marie-le-pen-se-presente-comme-le-candidat-de-la-vie-et-du-peuple_876074_3224.html, consulté le 27/09/2008.

Congrès AFSP Paris 2013

la dernière décennie.⁶⁰ Des premiers éléments d'une enquête en cours viennent également appuyer cette hypothèse. L'enjeu européen est spontanément mis en avant par deux jeunes leaders, respectivement porte-parole et responsable départemental du FNJ, lorsqu'on les interroge, au printemps 2013, sur les priorités politiques du parti.⁶¹ Si cela mériterait d'être confirmé à plus grande échelle, la réaction de ces jeunes, arrivés au FN lors de l'accession de Marine Le Pen à la présidence du parti ou peu avant, permet de faire l'hypothèse que l'enjeu européen occupe aujourd'hui une place plus centrale dans le référentiel identitaire du parti et dans les objectifs de sa lutte politique et doctrinale pour ces jeunes adhérents.

II. Inflexions et pérennisation des usages de l'enjeu européen dans la lutte politique inter- et intra-partisane.

Au-delà de la doctrine sur l'intégration européenne, on peut également pointer une continuité de certains usages et pratiques mis en place par la nouvelle direction concernant l'arène, les enjeux et les échéances européennes, à l'échelle nationale et communautaire. Le jeu des alliances mis en place évolue et change, marquant ainsi les inflexions que la direction souhaite impulser. La logique de leur composition peut néanmoins être réinscrite dans des pratiques classiques au sein du parti, dans le jeu politique inter et intra-partisan. Il en va de même des usages de l'élection européenne identifiés. L'instrumentalisation des investitures notamment, à des fins de contrôle de l'appareil, n'a rien d'inédit au sein du front.

A. Les jeux d'alliance de la nouvelle direction

L'enjeu européen se trouve, à l'échelle nationale comme européenne à l'articulation de nouvelles alliances que la jeune direction cherche à développer. Au niveau domestique, l'ouverture et la collaboration promue avec la formation « Souveraineté, Indépendance et libertés » (SIEL) fondée en janvier 2012 par la figure du souverainisme français P.M. Couteaux vise à attirer les militants et électeurs souverainistes lors des élections présidentielles et législatives de 2012.⁶² Cette alliance peut également être lue dans la

⁶⁰ Les analyses lexicométriques des professions de foi des élections européennes permettent d'établir que, si toutes les formations voient les thématiques européennes gagner en importance dans leur textes à partir de la fin des années 1990, le FN est celui qui connaît l'ascension la plus fulgurante : passant d'un peu plus de 10 % de son euromanifeste consacré aux enjeux spécifiquement européens en 1999 à plus de 30% en 2004 et plus de 50 % en 2009.

⁶¹ On cite ici les deux extraits d'entretien : J. Abraham, 21 ans, membre du bureau politique du FNJ et responsable de celui-ci pour la région Est : « ...en général, qu'est-ce que toi. Qu'est-ce que c'est les problèmes majeurs et les priorités majeures qu'il faudrait traiter, selon toi et selon le FN....

Moi je pense que ce serait d'abord redonner la souveraineté à la France et au peuple français. Le gros problème à l'heure actuelle c'est qu'on est sous tutelle de l'Union Européenne, d'un système mondialiste, et c'est lié, heu voilà, l'ultralibéralisme, l'Union Européenne c'est des logiques qui sont liées. Et ça nous fait, ça nous a fait perdre toute notre souveraineté petit à petit.

A l'heure actuelle, l'Union Européenne contrôle jusqu'à notre budget, on a plus nos frontières. Et je pense sincèrement que si on retrouvait le contrôle de notre pays et si on redonnait la parole au peuple français on pourrait déjà régler extrêmement de choses. Et l'aspect de la souveraineté et de l'indépendance. Ca ca me parait essentiel moi dans notre programme.

Olivier Garrecht, 17 ans, responsable départemental du FNJ67 :

« Qu'est-ce que c'est les problèmes majeurs et les priorités majeures qu'il faudrait traiter, selon toi et selon le FN ? La souveraineté. [...] Fermer les frontières pour protéger l'économie et fermer l'immigration, faire plus de contrôle aux frontières. »

⁶² L'objectif de P.M. Couteaux, ex-député européen désormais sans siège, concorde ici avec celui des dirigeants du FN. P.M. Couteaux devient l'un des porte-parole de Marine Le Pen pendant la campagne présidentielle. En janvier, il est investi en Haute-Marne. Alors qu'il espérait obtenir des investitures dans une soixantaine de

Congrès AFSP Paris 2013

continuité d'une stratégie déjà évoquée. En ouvrant le « rassemblement Bleu Marine » aux « amis de P. de Villiers » et aux « déçus de N. Dupont-Aignan », ⁶³ la direction cherche à occuper un credo de réunion des opposants à l'UE visé de longue date par les entreprises politiques souverainistes successives et concurrentes du FN, incarnées en 2012 par Debout la République. Or, on l'a évoqué, les cadres du FN n'ont pas hésité par le passé, à se faire les figures de proue du souverainisme français quand cela a pu paraître nécessaire, quitte à y associer des personnalités porteuses de crédit politique en ce sens. ⁶⁴ On se souvient, lors de l'élection européenne de 1999, de la mise en avant de Charles de Gaulle, petit fils du général, dans la campagne, en second de liste aux côtés de J.M. Le Pen. Les références au général et parfois même au gaullisme, semblent d'ailleurs se multiplier dans les propos des dirigeants ces dernières années. L'héritage gaullien de défense de la souveraineté nationale constitue en effet une référence partagée fort légitimante dans les milieux souverainistes et y fait l'objet d'une concurrence d'appropriation. L'expérience peut également être lue comme une volonté de Marine Le Pen et de son entourage d'intégrer au parti de nouveaux réseaux, dont ses proches sont les interlocuteurs, qui constituent de potentiels soutiens face aux réseaux traditionnels du parti liés à des cadres plus anciens, ou s'étant délités au moment de la campagne interne.

On retrouve un mode d'action similaire dans la restructuration des réseaux européens du FN. On observe bien une nouvelle impulsion dans ce domaine puisque les « anciennes » alliances, que constituaient les réseaux de B. Gollnisch, sont dénoncées, quand la présidente en tisse ostensiblement de nouvelles, avec des partenaires moins radicaux. Désavouant l'*Alliance européenne des mouvements nationaux* (AEMN), ⁶⁵ réseau monté en 2009 par B. Gollnisch et ses partenaires hongrois notamment, et présidé par ce dernier, Marine le Pen choisit depuis l'automne 2011 d'afficher son appartenance personnelle à l'*Alliance européenne pour la liberté* (European alliance for freedom, EAF), ⁶⁶ qui intègre notamment des personnalités du UKIP britannique et du FPÖ autrichien et dont elle est la vice-présidente. Cette association à des partenaires européens plus « modérés » s'inscrit dans l'opération menée par la dirigeante pour gagner en crédibilité politique. On retrouve ici la stratégie de respectabilisation du FN, au travers de l'affichage de ses partenariats. Au travers d'un jeu à deux niveaux, l'arène européenne permet de donner à voir, à l'échelle nationale une image remodelée. Cet objectif est explicite dans les propos de Ludovic de Danne, conseiller aux affaires européennes au FN:

« Nous souhaitons nous rapprocher de partis qui ne sont pas dans la caricature et dans le folklorique. Nous voulons créer quelque chose de plus construit, plus réfléchi, avec des gens sérieux qui ont participé à des gouvernements ».⁶⁷

circonscriptions pour ce nouveau parti qu'il préside, le quotidien *Le Monde* en dénombre finalement trente-deux. Aucun membre du SIEL ne sera élu. Communiqué de presse AFP, 25/01/2012, blog de P.M. Coûteaux, <http://www.pmcoûteaux.org/>, consulté le 06/02/2012. A. Mestre, « Parmi les candidats du FN aux législatives, une "ouverture" très relative », *Le Monde*, 22 mai 2012.

⁶³ Déclaration de P.M. Coûteaux. « Un porte-parole de Marine Le Pen crée un nouveau parti », *AFP/Le Monde.fr*, 01/12/2011, <http://www.liberation.fr/politiques/01012374953-un-porte-parole-de-marine-le-pen-cree-un-nouveau-parti>, consulté le 22/04/2013.

⁶⁴ Loin d'être exclusive à l'enjeu européen, cette pratique d'association de personnalités sur les listes électorales frontistes en vue d'agréger des soutiens est une stratégie développée dès les années 1980. L. Kestel, *art. cit.*, p. 212, G. Birenbaum, *op. cit.*, S. Crépon, 2012, *op. cit.*, A. Dezé, 2012, *op. cit.*

⁶⁵ Les relations ne sont pas absolument rompues ceci dit, puisque B. Gollnisch en demeure président juin 2013. Créée en 2009, l'AEMN est dirigé par des membres du British National Party (BNP), du parti hongrois Jobbik, du Movimento Sociale - Fiamma Tricolore italien et du Parti National démocratique Bulgare. L'organisation a obtenu le statut de parti européen et les subventions liées, en 2012.

⁶⁶ Fondée en octobre 2010, l'*Alliance européenne pour la liberté* bénéficie également de fonds européens. Outre les formations citées, on y retrouve également des membres du Vlaams Belang et des Démocrates suédois.

⁶⁷ Emmanuel Daniel, « Le Front national veut partir à la conquête de l'Europe », *Slate.fr*, 21/06/2012, <http://www.slate.fr/story/57697/front-national-le%20pen-europe>, consulté le 13/06/2013.

Congrès AFSP Paris 2013

La manœuvre conduit du même coup à priver B. Gollnisch des ressources politiques que lui fournissait sa forte insertion dans les réseaux européens, construite au fil de ses mandats parlementaires. Avant l'AEMN, celui-ci avait ainsi présidé l'éphémère groupe *Identité, Tradition et Souveraineté* au sein du parlement européen en 2007.

Si les alliances européennes sont renouvelées, leur montage et leur conversion en ressource politique nationale sont des pratiques anciennes au FN.⁶⁸ Outre qu'au sein de l'hémicycle, l'appartenance à un groupe soit une condition nécessaire à l'obtention de financements et plus largement au développement de l'activité politique, ces partenariats sont sources de légitimité et de crédibilité politique comme le souligne B. Gollnisch :

« ...ce qui peut paraître curieux dans un parti dit nationaliste. Une chose qui intéresse prodigieusement la plupart de nos adhérents, c'est le point de savoir que dans d'autres pays d'Europe il y a des gens qui pensent comme nous. Quand je fais état de nos relations amicales, d'alliances et de coopération avec nos amis flamands heu, britanniques du British national partis, bulgares du parti Ataka heu autrichiens du FPO etc. Les gens sont absolument ravis et encore plus quand ils voient des responsables, des élus. »⁶⁹

Les fonctions politiques exercées à ce niveau ont systématiquement été mises en avant au FN. Ainsi chaque fois que J.M. le Pen a pu s'afficher à la présidence d'un groupe parlementaire, le



titre est ostensible dans la propagande nationale du parti. C'est le cas par exemple dans les euromanifestes de 1989 (ci-contre) et de 1994.

Sous la photographie de J.M Le Pen on peut lire « « Président du Groupe des Droites européennes. Président du Front National ».

Le FN ne diffère pas en cela des autres formations et s'inscrit dans un mouvement général où l'on a vu, dans la dernière décennie, l'ensemble des acteurs partisans valoriser leurs partenariats européens et

leur insertion à ce niveau, en particulier lors des campagnes électorales européennes. Afficher son européanisation est devenu une ressource politique nationale. La démarche de la nouvelle direction doit également être comprise dans ce sens : il s'agit de présenter des alliances crédibles et significatives à l'échelle communautaire en vue de l'échéance de mai 2014, là aussi en concurrence directe avec la formation de N. Dupont-Aignan qui courtise les mêmes partenaires. Ludovic de Danne fait état de cette ambition :

« Notre but est de créer une plate-forme politique commune pour les élections européennes de 2014. Marine Le Pen envisage l'émergence d'un groupe, nous sommes confiants et optimistes ».⁷⁰

⁶⁸ Si la droite radicale éprouve des difficultés particulières à former, à l'échelle européenne, des coalitions stables, le FN a participé activement, quand cela était possible, à la création de groupes parlementaires : Le Groupe techniques des droites européennes (DR) lors de la seconde législature, le Groupe des droites européennes lors de la troisième, une tentative de former le Groupe techniques des députés indépendants échoue à la CJCE lors de la cinquième législature, le groupe Identité, Tradition et souveraineté, déjà évoqué, est monté pendant quelques mois avant de périr lors de la sixième législature. Le FN participe également à créer la plate-forme « Euronat » à partir de 2005.

⁶⁹ Entretien avec B. Gollnisch, *ent. cit.*

⁷⁰ Emmanuel Daniel, « Le Front national veut partir à la conquête de l'Europe », *art. cit.*

Congrès AFSP Paris 2013

Le développement d'un argumentaire électoral basé sur un appel au référendum de sortie de l'UE pour l'élection de 2014 peut également être ré-inscrit dans cette appartenance à l'EAF – il recoupe en effet un mot d'ordre du UKIP- et lu dans la perspective d'une éventuelle plateforme électorale.

B. L'élection européenne, une ressource dans la compétition politique interne

C'est enfin au travers des usages de l'échéance électorale européenne dans la compétition politique interne que les pratiques mises en place par Marine Le Pen et son entourage peuvent s'inscrire dans une certaine continuité avec celles des décennies précédentes. L'échéance électorale européenne de 2009 a pu constituer l'un des nœuds stratégiques récent du processus d'imposition de la nouvelle direction. Elle permet en effet à l'actuelle présidente d'écarter définitivement certains concurrents en interne et de confirmer le placement de ses propres soutiens. Là non plus, la pratique n'est pas nouvelle.

Par les conditions spécifiques qui la caractérisent, l'élection européenne constitue l'une des échéances électorales les plus monétisées au FN. L'articulation d'un mode de scrutin proportionnel et d'un comportement des électeurs propice aux formations non gouvernementales,⁷¹ auxquels s'adjoignent un coût et une prise de risque financière limitée, en font une élection spécifiquement pourvoyeuse de postes et génératrices d'ambitions au sein du parti dans un contexte électoral hexagonal rendu exsangue par le scrutin majoritaire. C'est d'autant plus le cas à partir de l'élection de 2004 où la division du pays en huit circonscriptions offre désormais aux têtes de liste une opportunité de visibilité et d'ancrage régional plus forte. Le mandat européen a ainsi donné à plusieurs cadres et collaborateurs la possibilité de devenir des professionnels de la politique,⁷² et de contribuer pour partie à la poursuite de l'activité politique de la formation. L'échéance européenne n'en demeure pas moins au FN un vecteur de renforcement de la patrimonialisation du parti par le président. Outre que le leader est fortement présent dans les propagandes électorales tant textuelles qu'iconographiques des différentes têtes de listes, c'est surtout son autorité sur l'attribution des investitures⁷³ qui consolide sa domination. L'échéance européenne constitue ainsi, de longue date, un outil de contrôle important de l'appareil, permettant à la fois de discipliner et/ou de rétribuer les cadres, mais aussi de refréner les ambitions et d'écarter les concurrents potentiels.

⁷¹ Cette spécificité du comportement des électeurs, mise en avant dès 1979 par C. Reif et H. Schmitt, a plutôt été –globalement- régulièrement confirmée au fil des élections. K. Reif & H. Schmitt, « Nine Second-order National Election –A Conceptual Framework for the Analysis of European Elections Results », *European Journal of Political Research*, 1980, Vol. 8, n°1, p. 3-44.

⁷² On utilise l'expression pour signifier que le mandat européen et ses conditions leur auront permis de vivre *pour et de* la politique, pour reprendre la terminologie wébérienne. On peut évoquer notamment B. Gollnisch ou Marine Le Pen elle-même, et surtout un certain nombre de collaborateurs.

⁷³ Il existe formellement une commission d'investiture, censée intégrer à ses prérogatives les élections européennes depuis leur régionalisation en 2004 en particulier. Dans les faits, comme le souligne B. Gollnisch en entretien, le président garde tout pouvoir de décision :

« *Et alors comment on choisit à ce moment là ? Comment ça se met en place ?*

Bah y a théoriquement une commission d'investiture mais enfin on peut dire que quand même heu...[...] c'est vrai qu'il y a des commissions d'investiture, heu dans lesquelles les débats ont parfois été assez vifs pour les municipales, pour les législatives. Mais Le Pen se réservait les européennes. En disant, écoutez on va pas prendre la commission d'investiture parce que les gens ont vocation à être candidats, se sont pratiquement les membres de la commission d'investiture donc heu... On peut pas être juge et parti. Là je demande un mandat du bureau politique de me faire confiance pour faire la liste parce là il faut faire des arbitrages. Alors on a restauré ces commissions d'investiture malgré tout pour les élections, à partir du moment où le système a été régionalisé. Bon, mais en fait c'est assez fictif parce que, la commission d'investiture, y avait beaucoup de gens qui, dont on voyait mal comment ils s'opposeraient au président du mouvement, voila. ».

Voire également sur ce sujet, L. Kestel, art. cit., p. 213 et suivantes.

Congrès AFSP Paris 2013

Ainsi si à l'issue de l'été 1998, la concurrence pour le contrôle de l'appareil affleure de longue date entre B. Mégret et J.M. Le Pen, la définition de l'unique tête de liste des élections européennes de 1999 devient le théâtre immédiat de leur affrontement. B. Mégret, qui publie en 1998 un ouvrage sur l'enjeu européen,⁷⁴ cherche alors à s'imposer face à un président qui, menacé d'inéligibilité, prévoit le cas échéant d'investir sa femme plutôt que son challenger. Après la scission de l'hiver 1998, la mouvance mégrétiste présente, sous le nom du « Mouvement national », ses propres listes lors des élections européennes de juin 1999, directement concurrentes de celles du FN tout en portant un programme très proche.

On peut dès lors lire le scénario de l'élection de 2009 comme un « remake » de cet épisode. Pas plus qu'en 1998, la doctrine européenne, faiblement mobilisée en tant que telle, n'apparaît comme un enjeu de cristallisation des oppositions. A contrario, l'attribution des têtes de liste y étant conçue comme un révélateur autant qu'une manière d'assoir la hiérarchie des responsabilités et du contrôle de l'appareil, la rivalité des proches de Marine avec les « anciens » cadres et/ou les soutiens de B. Gollnisch, s'exacerbe à cette occasion. Face au probable « parachutage » de la vice-présidente qui souhaite s'ancrer dans la région, Carl Lang, tête de liste du Nord-Ouest en 2004 et conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais depuis 1992, affirme à plusieurs reprises son refus de figurer en second de liste.⁷⁵ Outre qu'elle ménage ainsi la tête de liste de l'Ile de France à l'un de ses proches, J.M. Dubois, l'imposition finale de Marine Le Pen dans la circonscription comme celle de Louis Aliot dans le Sud-Ouest conduisent, *in fine*, aux départs respectifs de Carl Lang et de J.C. Martinez (déclaré candidat à la présidence du parti en septembre 2009). Tout deux choisissent en effet de monter des listes dissidentes accompagnés d'un certain nombre d'élus régionaux et sont, de ce fait, suspendus du parti par le comité exécutif sur la demande de J.M. Le Pen en novembre 2008, soit à un peu plus d'un an du congrès de succession.⁷⁶ La gestion en interne de l'élection européenne de 2009 opérée par Marine Le Pen et ses proches, avec le soutien du président du mouvement, s'inscrit bien ici dans une grande continuité avec ses usages passés dans la lutte pour le contrôle de l'appareil.

On ajoutera pour finir que l'analyse comparative des manifestes de campagne frontiste des différentes circonscriptions, montre que Marine Le Pen fait le choix dès 2009 de poursuivre, dans sa communication, l'imposition d'un leadership individualisé. Si les versos de l'ensemble des professions de foi sont largement similaires, celle-ci dispose, à l'instar du président, et surtout contrairement à B. Gollnisch, son concurrent direct dans la lutte interne, d'une photo pleine page en recto du manifeste. Le vice-président s'affichant lui dans une photographie de demi-page, assortie de celle des suivants de liste et offrant une place ostensible au nom du parti. Sans que ce phénomène ne soit propre à l'échéance européenne, l'élection de 2009 constitue comme par le passé, un moment d'imposition, via le matériel de propagande, d'un leadership fortement personnalisé, dont la future présidente reprend ici pleinement la tradition. Cette inscription forte dans l'héritage vient également signifier la succession. Les manifestes du père et de la fille apparaissent quasi-identiques en de nombreux points (l'iconographie et la mise en page, la mise en exergue du nom de famille, son positionnement, comme la police choisie, la reprise du slogan et l'intitulé presque similaire des sites de campagne des candidats).

⁷⁴ B. Mégret, *La Nouvelle Europe, pour la France et l'Europe des Nations*, Editions Nationales, 1998.

⁷⁵ Cf. par exemple, *Libération*, 11/09/08.

⁷⁶ Le congrès du FN censé trancher la question de la succession à la présidence du parti est d'abord statutairement censé se tenir en 2010.

Congrès AFSP Paris 2013

On reproduit ici les trois euromanifestes frontistes mentionnés (Nord Ouest, Sud-Est et Est):



Conclusion

L'analyse des discours des acteurs frontistes sur l'Europe, comme celle de leurs usages des alliances et échéances liés à l'intégration européenne, permet de dénombrer de nouvelles lignes de conduite impulsées par la direction. Celles-ci peuvent cependant être réinscrites dans une continuité réelle avec des pratiques déjà anciennes au sein du parti et les logiques qui les sous-tendent. La radicalisation récente parfois observée de la critique frontiste envers l'Union européenne se révèle à la fois réelle et circonscrite. Elle permet de poursuivre une stratégie de différenciation quand les discours partisans sur l'Europe ont évolué depuis 2005, de chercher à dominer cet espace politique d'opposition et de produire un discours cohésif renforçant un référentiel identitaire de critique radicale de l'U.E, tout en s'inscrivant, en parallèle, dans le jeu politique légitime sur l'Europe (c'est la fonction de la réaffirmation régulière d'un attachement à une coopération à cette échelle). C'est ainsi la continuité d'une inscription dans des logiques d'adaptation et de démarcation au sein du système partisan qui ressort. L'évolution marquée des partenariats nationaux et européens permet quant à elle à la fois de poursuivre une orientation stratégique mise en place par la nouvelle présidente en affichant une image de crédibilité gouvernementale à distance de l'extrême-droite protestataire et d'affirmer un leadership en interne, tout comme y participe la gestion des investitures lors des élections européennes.

On mettra simplement en avant pour conclure que c'est bien le croisement de différentes approches des partis politiques et échelles d'analyse qui permet cette lecture. La dimension comparative de l'analyse diachronique permet de réinsérer la formation dans son système partisan et de dégager la matrice relationnelle de ses diverses pratiques, notamment de sa production discursive. L'influence de cette appartenance au système partisan peut être décelée au-delà des contraintes stratégiques propres au jeu politique pour se faire ressentir jusque dans la fonction d'administration de sens. Outre qu'elles s'articulent au développement d'un jeu à deux niveaux entre les échelles communautaire et nationale, les contraintes de la compétition inter-partisane viennent s'enchâsser aux enjeux internes propres au parti. C'est donc en analysant celui-ci à la fois comme une organisation traversée de luttes internes pour le contrôle de l'appareil et la définition de la ligne politique, et comme un producteur de référentiels identitaires garants de sa cohésion, que la gestion de l'enjeu et des échéances européennes peut être réinscrite dans une certaine continuité.